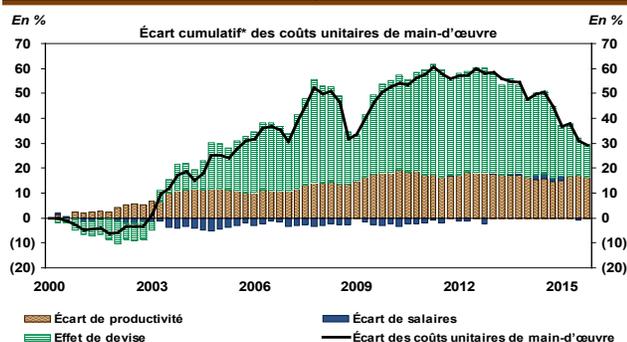


Transition de l'économie canadienne : l'heure de se rendre service

Le mot « transition » revient souvent lorsqu'il est question du contexte économique au Canada. Il faudra s'y habituer, car cette transition risque fort bien de s'opérer sur plusieurs années. Tirant profit de la dépréciation du huard, le secteur extérieur joue actuellement son rôle attendu. Toutefois, à plus long terme, le Canada ne pourra pas miser sur des secteurs traditionnels tels que l'industrie manufacturière, comme c'était le cas jusqu'au début des années 2000. En revanche, le Canada dispose de plusieurs avantages comparatifs qui lui permettraient d'être compétitif à l'international en matière d'exportation de services. Une fois les effets indirects pris en considération, les services jouent un rôle non négligeable dans les exportations. Toutefois, le Canada affiche un retard face à plusieurs pays développés, tout particulièrement lorsqu'il est question de mettre des services de haute valeur ajoutée au profit des exportations. Ce *Point de vue économique* dresse un portrait de cette situation. Pour espérer une transition réussie vers une économie plus diversifiée et plus productive, l'accent devra être mis sur les services.

Le mot « transition » revient souvent lorsqu'il est question du contexte économique au Canada. Il faudra s'y habituer, car cette transition risque fort bien de s'opérer sur plusieurs années. L'histoire est bien connue : la combinaison d'un choc sur les termes de l'échange et d'une politique monétaire accommodante a occasionné une importante dépréciation de la devise. On comptait beaucoup sur l'impact de la devise pour relancer le secteur extérieur, dont la contribution à la croissance laissait à désirer ces dernières années. Or, voilà que le secteur extérieur a contribué positivement à la croissance réelle à chacune des trois dernières années. Par ailleurs, une bonne partie du retard concurrentiel du Canada face aux États-Unis, accumulé durant les années 2000, s'est largement résorbé depuis peu grâce à la devise (graphique 1).

Graphique 1 – La dépréciation du huard a permis un regain de compétitivité



* Depuis 2000.
Sources : Statistique Canada, Bureau of Labor Statistics et Desjardins, Études économiques

Il s'agit d'une bonne nouvelle pour l'économie canadienne. À 1,2 %, la croissance du PIB réel a certes été faible en 2015, mais sans l'apport du secteur extérieur, elle aurait été encore plus anémique. La demande intérieure n'a crû que de 0,7 % l'an dernier, soit la plus faible progression depuis 2009. On note toutefois que la presque totalité de la contribution des exportations en 2015 est provenue des biens. Les exportations de biens ont augmenté de 3,7 %, contre une hausse d'à peine 0,9 % pour les services.

EST-CE QUE CELA TIENDRA?

La faible performance des exportations de services n'est pas sans susciter une réflexion quant à la durabilité d'une transition de l'économie vers le commerce extérieur hors énergie, s'il n'y a pas un certain réaligement. Trois constats s'imposent. Premièrement, le Canada n'est plus la puissance manufacturière qu'il a jadis été, et l'on peut douter qu'il le redevienne. La faiblesse du huard galvanise les revenus des fabricants qui exportent, mais elle hausse également les coûts à l'importation, notamment pour de la machinerie et de l'équipement. Cette inflation des biens de capital constitue un frein à l'investissement dans plusieurs secteurs de la fabrication. Il se pourrait donc que les entreprises tardent à augmenter leur capacité.

Deuxièmement, le déclin de l'industrie manufacturière canadienne à partir du début des années 2000 n'est pas seulement attribuable à l'appréciation de la devise au cours de cette période, mais aussi dans une large mesure aux forces

concurrentielles de la mondialisation. Après s'être fait damer le pion par la Chine sur le marché américain, voilà que le Canada se fait dépasser par le Mexique¹. Les secteurs de la fabrication des pays émergents bénéficient de coûts de main-d'œuvre que le Canada (comme la plupart des pays développés) n'arrivera jamais à concurrencer. Il faut ainsi reconnaître qu'au-delà du bienfait immédiat de la devise, plusieurs secteurs liés à la production de masse continueront de s'atrophier.

Troisièmement, on doit garder à l'esprit que la devise, l'une des principales variables favorisant le regain des exportations, est déterminée sur les marchés financiers. Par exemple, dans un scénario de forte remontée des prix du pétrole à leur niveau du début de 2014, une forte appréciation du dollar canadien éliminerait rapidement le gain de compétitivité dont ont joui les exportateurs récemment. Ce scénario paraît certes peu probable, mais l'expérience récente a démontré qu'il ne fallait pas trop sous-estimer la volatilité des marchés financiers.

LES SERVICES DEVRONT CONTRIBUER DAVANTAGE

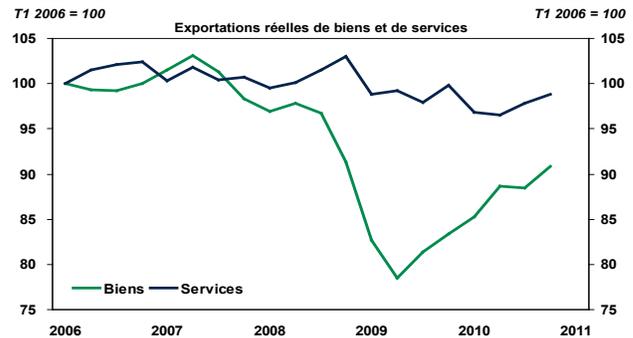
Avec une économie qui risque de payer encore un lourd tribut pour la faiblesse des prix du pétrole, une évolution vers des secteurs moins soumis aux grandes fluctuations de variables de marché serait sans contredit bienvenue dans le cas du Canada. On remarque que comparativement aux biens, les exportations de services sont beaucoup moins volatiles. Cela s'est notamment observé durant la dernière récession. Alors que les exportations de biens se sont repliées de 23 % de leur sommet de 2007 à leur creux de 2009, la chute des services du sommet au creux n'a été que de 6 % (graphique 2). L'ennui est que les exportations directes de services, telles que représentées dans les données de Statistique Canada sur le commerce extérieur, ne comptent que pour 16 % des exportations nominales.

Or, cette statistique tend à minimiser l'importance des services pour le secteur extérieur, car les données de Statistique Canada sur le commerce international n'intègrent pas l'apport indirect des services. De concert avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE) a mis sur pied une base de données sur les sources de valeur ajoutée dans les exportations². Ces données permettent de tenir compte des services faisant partie de la chaîne de valeur des produits exportés, quelle que soit la forme que prennent ces

¹ Desjardins, Études économiques, *Nouvelles économiques*, « Le Canada prend moins de place au sein des importations américaines », 17 février 2016, www.desjardins.com/ressources/pdf/nf160217-f.pdf?resVer=1455724017000.

² Base de données Échanges en Valeur Ajoutée (ÉVA).

Graphique 2 – Les exportations de services ont mieux encaissé le choc de la dernière récession

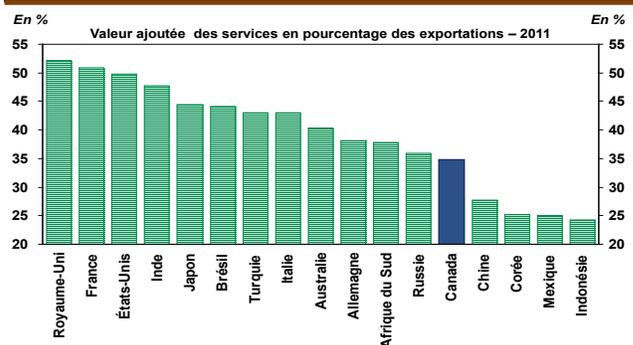


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

produits. Elles révèlent qu'en date de 2011, la valeur ajoutée offerte par les industries canadiennes de services représentait environ 35 % des exportations, une proportion qui a été relativement stable depuis 1995.

La mauvaise nouvelle est que même en concept de valeur ajoutée, l'importance des services dans les exportations canadiennes est plus faible qu'ailleurs. Par exemple, la valeur ajoutée par les services intérieurs compte pour près de 50 % des exportations américaines. Même dans un pays comme l'Australie, qui se compare au Canada au titre du poids des matières premières dans les exportations totales, les services représentent 40 % de la valeur ajoutée (graphique 3).

Graphique 3 – La valeur ajoutée des services dans les exportations canadiennes est relativement faible



Sources : Organisation de développement et de coopération économiques, Organisation mondiale du commerce et Desjardins, Études économiques

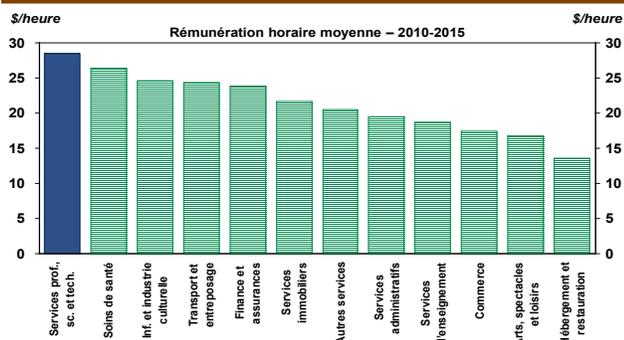
L'IMPORTANCE DES SERVICES DE POINTE POUR L'AVENIR

La composition des exportations de services a des implications importantes pour la productivité du travail, un des déterminants de la croissance à long terme. Par exemple, les services de transport jouent un rôle important dès qu'il est question de commerce extérieur, mais force est d'admettre que leur empreinte productive est plutôt faible. Les transports emploient généralement une main-d'œuvre avec un

niveau de spécialisation intermédiaire. Selon la matrice de classification nationale des professions, la plupart des métiers du transport sont d'un niveau de compétence B, c'est-à-dire qu'ils requièrent une formation collégiale ou un programme d'apprentissage. Les gains de productivité dans le transport ont été faibles ces dernières années. De 2005 à 2015, la croissance de la productivité du travail n'a été que de 0,2 %, comparativement à 0,8 % pour le secteur des entreprises dans son ensemble.

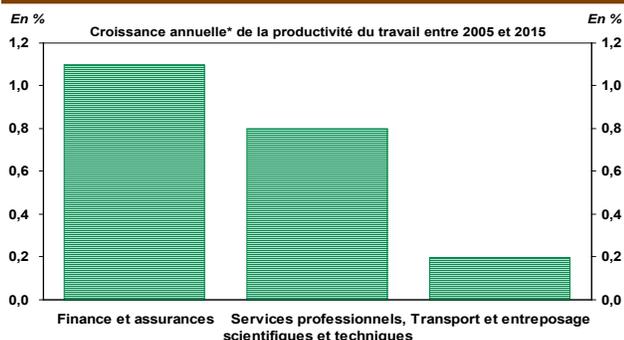
Les services à haute valeur ajoutée se retrouvent plutôt du côté de la propriété intellectuelle, la recherche et le développement, le financement ou encore la stratégie d'entreprise. La main-d'œuvre dans ces activités est généralement de compétence A, c'est-à-dire qui dispose d'un diplôme d'études universitaires. Les salaires des travailleurs qui exécutent ces fonctions ont tendance à être au-dessus de la moyenne. La rémunération horaire dans les services professionnels, scientifiques et techniques est d'ailleurs la plus élevée parmi les services privés (graphique 4). Par ailleurs, la croissance de la productivité est aussi plus rapide dans des secteurs comme la finance et les services professionnels (graphique 5).

Graphique 4 – Les salaires sont plus élevés dans les services professionnels



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 5 – Les services commerciaux génèrent des gains de productivité supérieurs

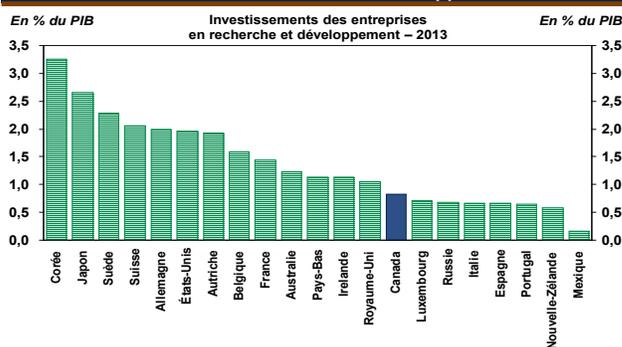


* Variation composée.
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Le secteur des services aux entreprises regroupe une bonne partie des activités de pointe et la faible valeur ajoutée de ce secteur dans les exportations, comparativement au cas d'autres pays (voir encadré à la page 4), représente une préoccupation. Cela tend à indiquer que le Canada est un peu moins dynamique que bon nombre de pays lorsque vient le temps d'exporter son savoir-faire à l'international, que ce soit de manière directe ou indirecte.

Ce n'est pourtant pas par faute de ressources. La main-d'œuvre canadienne est parmi les plus qualifiées au monde. Le Canada se classe régulièrement parmi les 5 meilleurs pays en matière de niveau de scolarisation. Trois universités canadiennes se classent parmi les 50 meilleures au monde³. Ces atouts ont toutefois de la difficulté à se traduire en gains d'innovation et de productivité. En outre, le Canada affiche un retard persistant en matière de recherche et développement au niveau de l'entreprise (graphique 6). Il va sans dire que des améliorations à ce niveau seront primordiales pour espérer un rehaussement de la contribution des services du secteur extérieur et, plus généralement, une économie mieux équilibrée et plus productive.

Graphique 6 – Des entreprises canadiennes moins dynamiques en matière de recherche et développement



Sources : Organisation de développement et de coopération économiques et Desjardins, Études économiques

CONCLUSION

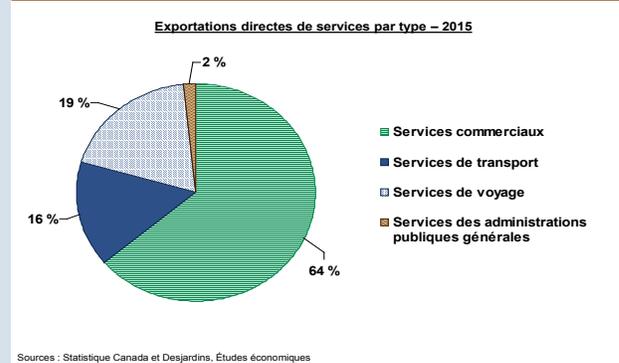
Après avoir longtemps vogué au gré des ressources naturelles et de l'activité liée au secteur immobilier (stimulé par l'endettement), l'économie canadienne est arrivée à la croisée des chemins. Toutefois, ses avantages comparatifs ne se situent plus au niveau de la fabrication de masse. La théorie du cycle de vie industriel stipule que lorsqu'une industrie manufacturière évolue vers un stade de maturité plus avancé, la concurrence est souvent plus corsée, le pouvoir de fixation de prix est limité, et la profitabilité est déterminée par la gestion des coûts. Avec des coûts de main-d'œuvre qui représentent dans certains cas une fraction des coûts de

³ Selon le classement de Times Higher Education, www.timeshighereducation.com/world-university-rankings/2016/world-ranking#1/page/0/length/25/country/91/sort_by/rank_label/sort_order/asc/cols/rank_only.

Quels services est-ce que le Canada exporte?

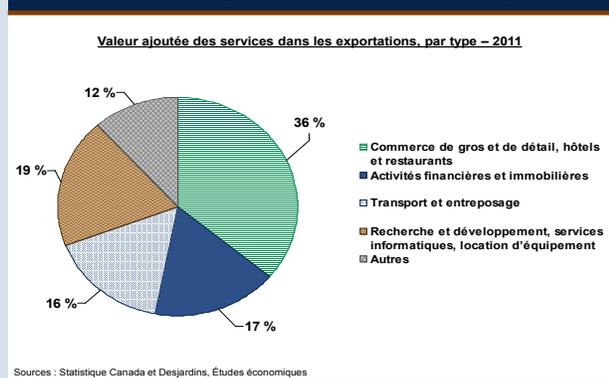
D'après les données de Statistique Canada, les services commerciaux comptent pour presque les deux tiers des services que le Canada exporte de façon directe (graphique A). Bien qu'il s'agisse d'un secteur d'activité assez diversifié, les trois plus grandes catégories d'exportation, en ordre d'importance, sont les services de gestion, les services financiers et les services informatiques et d'information. Ces trois secteurs comptent pour plus de 45 % des services commerciaux directement exportés. Les réseaux de filiales de ces entreprises jouent un rôle important. Environ la moitié des exportations des services commerciaux s'effectue à travers les filiales à l'étranger. Les institutions financières en sont un exemple, alors que plusieurs banques canadiennes ont accru leur présence à l'étranger, notamment aux États-Unis. Les services de voyage et de transport sont les deux autres grandes catégories d'exportations directes de services.

Graphique A – Les services commerciaux comptent pour la grande majorité des services directement exportés

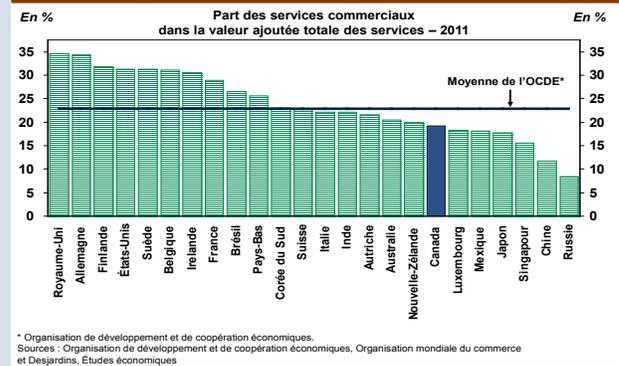


Le portrait change lorsqu'on introduit le concept de valeur ajoutée pour incorporer les effets indirects. Selon les statistiques de la base de données ÉVA de l'OCDE et de l'OMC, la contribution des services est beaucoup plus partagée entre différentes catégories. Notamment, le secteur du commerce de gros et de détail représente une valeur ajoutée de 36 % dans les exportations, tandis que les services commerciaux représentent seulement 19 % (graphique B). À ce chapitre, le Canada occupe une position peu enviable. Les services commerciaux occupent une part sensiblement plus faible en termes de valeur ajoutée des exportations de services comparativement à la moyenne des pays de l'OCDE (graphique C).

Graphique B – Valeur ajoutée des services dans les exportations



Graphique C – Les services commerciaux occupent une faible part de la valeur ajoutée de services comparativement à d'autres pays



main-d'œuvre au Canada, les fabricants des pays émergents accroîtront leurs parts de la fabrication mondiale.

Pour qu'elle s'opère avec succès, la transition de l'économie canadienne devra donc passer par les secteurs d'exportation où elle a de meilleurs avantages comparatifs. La qualité du bassin de main-d'œuvre et la proximité géographique et culturelle, avec un grand marché comme les États-Unis, font partie des avantages canadiens qu'on retrouve moins dans les pays émergents. Les services, notamment ceux à haute valeur ajoutée, représentent une pierre angulaire dans

l'exploitation de ces avantages, mais encore faudra-t-il que les entreprises canadiennes redoublent d'ardeur pour combler des retards en innovation et en productivité. C'est non seulement le succès de la réorientation de l'économie qui en dépend, mais aussi la croissance à long terme. N'oublions pas qu'avec le vieillissement de la population qui affectera la majorité des pays avancés, c'est le bilan en matière de croissance de la productivité qui fera la distinction entre les économies performantes et les économies à la traîne.

Jimmy Jean
Économiste principal